Les relations entre la Côte-d'Ivoire et la Cour pénale internationale analysées à l'aune de l'affaire Le Procureur c. Simone Gbagbo

Cour pénale internationale (CPI)

Mamadou Meité

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/2097>

DOI : 10.4000/revdh.2097

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Référence électronique

Mamadou Meité, « Les relations entre la Côte-d'Ivoire et la Cour pénale internationale analysées à l'aune de l'affaire Le Procureur c. Simone Gbagbo », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 20 mai 2016, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/2097> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revdh.2097>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

Tous droits réservés

Les relations entre la Côte-d'Ivoire et la Cour pénale internationale analysées à l'aune de l'affaire Le Procureur c. Simone Gbagbo

Cour pénale internationale (CPI)

Mamadou Meité

- 1 Certainement, l'affaire *Le Procureur c. Mme Simone Gbagbo*, devant la Cour pénale internationale (ci-après, la Cour), est complexe et passionnante. A ce titre, elle constitue un objet d'actualité prisé par la population ivoirienne. En effet, quand il est question de Mme Gbagbo, l'Ivoirien lambda, qui habituellement trouve inutile de dépenser 0.45 euros pour un journal, n'hésite pas à mettre la main à la poche afin d'être informé des derniers rebondissements de l'affaire « Mme Gbagbo ». Indubitablement, pour un observateur extérieur, un tel attrait reste quasi-irrationnel. Au-delà, il est symptomatique des sentiments ambivalents et contradictoires d'amour et de désamour que suscite Mme Gbagbo chez les Ivoiriens.
- 2 D'abord, un rappel cursif des faits. Le Professeur Christian Bouquet écrivait que « la Côte-d'Ivoire est venue alourdir la désespérance ». Certes, cette affirmation, qui date de 2008, ne semble plus être d'actualité. Toutefois, elle traduit la déliquescence progressive de la cohésion de la nation ivoirienne durant la décennie passée. En effet, après le « miracle ivoirien » des années post-indépendance, la Côte-d'Ivoire était confrontée à un chômage de masse qui incitait le Président ivoirien, M. Henri Konan Bédié, à encourager le retour des jeunes à la campagne en vue d'y cultiver les terres. Toutefois, ces terres étaient déjà occupées légalement par des étrangers, majoritairement burkinabé, qui les cultivaient depuis des années. Embarrassée par cette situation, l'Assemblée Nationale ivoirienne adoptait la loi du 23 décembre 1998 relative au Domaine foncier rural. Promouvant l'autochtonie¹, l'article 1 de cette loi interdisait l'accès à la propriété foncière aux étrangers². Bien que protégeant les droits acquis en son article 26³, cette loi foncière exclusionniste créait des conflits intercommunautaires entre les nationaux et les

étrangers. Du reste, il importe de préciser que pour des raisons politiques, ce relent xénophobe était encouragé par les autorités ivoiriennes. A l'appui de cette idée, il suffit de citer un passage du Rapport du Conseil Économique et Social de la Côte- d'Ivoire, en date d'octobre 1998 :

« L'augmentation accélérée de la population active, une des sources du chômage des Ivoiriens, l'accélération du phénomène de métissage culturel, source d'enrichissement mais aussi de déséquilibre socioculturel, le cas de ces étrangers de la 2^e génération représentant 42 % de la population étrangère en 1988. Cet autre phénomène connaît une telle expansion liée à la plus grande fécondité de ces femmes et couples étrangers que certaines projections estiment que la moitié du nombre des étrangers vivant en Côte- d'Ivoire est née dans ce pays ! Certains Ivoiriens se posent la question de savoir si ces étrangers de seconde génération, actuellement estimés à 1 500 000 personnes, ne vont pas revendiquer la nationalité ivoirienne par le fait de leur naissance en Côte -d'Ivoire ? Et s'ils l'obtiennent, ne vont-ils pas utiliser le libéralisme politique qui caractérise notre pays pour revendiquer des droits politiques, et notamment tenter de conquérir le pouvoir d'État au détriment des Ivoiriens de souche ? »⁴.

- 3 Dans la même logique, certains universitaires, soutenus par le Palais de la Présidence, promouvaient une théorie de la préférence nationale : l'ivoirité. Ce nouveau concept conduisait à créer deux catégories d'Ivoiriens. D'une part, une catégorie dont l'ivoirité n'était point suspectée. En général, sur le plan sociologique, cette première catégorie était composée des Ivoiriens du sud. Quant à la seconde catégorie, elle faisait essentiellement référence aux Ivoiriens du nord. Cette situation délétère provoquait le coup d'État illégal du 19 septembre 2002 contre le Président Laurent Gbagbo. Ayant échoué, cette tentative violente anticonstitutionnelle se muait en une rébellion armée qui, composée majoritairement des Ivoiriens du nord, était dirigée par M. Soro Guillaume. Devenant un conflit armé interne soumis à l'application du Protocole II des Conventions de Genève, cette rébellion confirmait la fracture entre le nord et sud de la Côte-d'Ivoire. En dépit des divers traités de paix signés entre les différents belligérants, cette division ethnique et nationale allait perdurer jusqu'aux élections présidentielles d'octobre 2010. Ces élections conduisaient inévitablement à la crise post-électorale de 2010-2011, alimentée par les divisions ethnique, politique et nationale. Au vu des crimes internationaux commis principalement pendant cette crise post-électorale, la Cour pénale internationale (ci-après, la Cour) va s'intéresser à la situation ivoirienne.
- 4 Les relations entre la Côte-d'Ivoire et la Cour n'ont pas toujours été faciles. En effet, après la tentative armée de renversement anticonstitutionnel du 19 septembre 2002 contre M. Laurent Gbagbo, la Côte-d'Ivoire, conformément à l'article 12.3 du Statut de Rome, avait reconnu, par une Déclaration *ad hoc*, « la compétence de la Cour aux fins d'identifier, de poursuivre, de juger les auteurs et complices des actes commis sur le territoire ivoirien depuis les événements du 19 septembre 2002 ». Cette Déclaration, en date du 18 avril 2003, était émise « pour une durée indéterminée ». La validité *rationae temporis* illimitée de cette Déclaration posait déjà une question de légalité⁵. L'article 31.1 de la Convention de Vienne sur le droit des traités (ci-après, la Convention de Vienne) précise : « un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité [...] ». Par ailleurs, la Cour internationale de justice confirme l'économie de cette disposition de la Convention de Vienne en l'affaire *Différend territorial Jamahiriya Arabe Lybienne c. Tchad*, quand elle estime : « L'interprétation doit être fondée sur le texte du traité lui-même »⁶. Ainsi, suivant cette logique interprétative, une simple analyse littérale de la phrase de l'article 12.3 du Statut de Rome, « [...] la cour exerce sa compétence à

l'égard du crime dont il s'agit », indique que la Déclaration *ad hoc*, reconnue par cet article du Statut, est un consentement ponctuel⁷ qui ne vaut que pour des circonstances factuelles déjà existantes, et dont on aurait connaissance. Par conséquent, la Déclaration *ad hoc* ne saurait englober des faits non encore existants. A ce titre, il était logique que la Déclaration du 18 avril 2003 ne pût pas couvrir les événements de la crise post-électorale de 2010-2011. Partant, fort de cette conséquence juridique, en vue d'éviter le débat sur la légalité de cette Déclaration, M. Alassane Ouattara, au lendemain de son élection, va affirmer dans une nouvelle Déclaration, en date du 14 décembre 2010 :

« [...] En ma qualité de nouveau Président de la République de Côte-d'Ivoire et conformément à l'article 12 paragraphe 3 du [S]tatut de Rome [...], j'ai l'honneur de confirmer la [D]éclaration du 18 avril 2003. A ce titre, j'engage mon pays, la Côte-d'Ivoire, à coopérer pleinement et sans délai avec la Cour Pénale Internationale, notamment en ce qui concerne tous les crimes et exactions commis depuis mars 2004 »⁸.

- 5 A la lecture de cette opinion du Président ivoirien, on constate que les cadres *rationae temporis* des Déclarations de 2003 et de 2010 diffèrent, car elles ne couvrent pas les mêmes périodes. Pour une certaine opinion, cette différence tient au fait que M. Alassane Ouattara ne voulait pas livrer à la justice internationale les anciens rebelles qui avaient combattu l'ivoirité dont il avait souffert. Au surplus, ces rebelles, suspectés d'avoir commis des crimes internationaux en 2002, l'avaient aidé à accéder effectivement à la Présidence de la République en avril 2011. En tout état de cause, dans sa décision du 15 novembre 2011, la Chambre Préliminaire III a eu à se prononcer sur la question en indiquant dans un long *dictum* :

« La chambre a reçu de victimes des représentations faisant état de crimes qui auraient été commis pendant la crise en Côte-d'Ivoire au cours de la dernière partie de l'année 2002 et en 2003. Toutefois, le Procureur ne fait référence dans sa Demande à aucun événement spécifique qui aurait pu survenir avant le 28 novembre 2010, et la grande majorité des éléments justificatifs présentés sont axés sur la crise post-électorale récente. [...] Il est essentiel que la Chambre dispose de renseignements suffisants sur des crimes spécifiques commis entre 2002 et 2010 pour pouvoir déterminer s'il y a une base raisonnable pour enquêter sur cette période »⁹.

- 6 Ce passage pose donc le fondement de la compétence de la Cour à l'égard des crimes internationaux commis en Côte-d'Ivoire. Ainsi, à la suite de la crise post-électorale de 2010-2011, l'affaire *Le Procureur c. Mme Simone Gbagbo* naît avec l'adoption sous scellés, en date du 29 février 2012, d'un mandat d'arrêt à l'encontre de Mme Simone Gbagbo (ci-après, Mme Gbagbo) par la Chambre Préliminaire III de la Cour. A la lecture de ce mandat d'arrêt, on constate qu'à l'instar de l'ancien Président ivoirien M. Laurent Gbagbo, son époux, et de M. Charles Blé Goudé, un fidèle du couple Gbagbo et chef de la milice « Les jeunes patriotes », Mme Gbagbo est accusée d'avoir commis, en tant que « coauteur indirect », des crimes contre l'humanité « ayant pris la forme de meurtres, de viols [...] d'autres formes de violences sexuelles, d'autres actes inhumains et d'actes de persécution commis sur le territoire de la Côte-d'Ivoire entre le 16 décembre 2010 et le 12 avril 2011 »¹⁰. Au vu de ces principaux griefs, en application de l'article 58-1¹¹ du Statut de Rome, dans sa décision du 2 mars 2012, la Chambre préliminaire III va indiquer *expressis verbis* :

« [...] les conditions de délivrance d'un mandat d'arrêt énoncées à l'article 58-1 du Statut sont réunies s'agissant de Simone Gbagbo pour ce qui est de sa responsabilité pénale alléguée, au sens de l'article 25-3-a du Statut, pour les crimes contre l'humanité ayant pris la forme de 1) meurtres (en violation de l'article 7-1-a du Statut), 2) de viols et autres formes de violences sexuelles (en violation de l'article

7-1-g du Statut), 3) d'autres actes inhumains (en violation de l'article 7-1-k du Statut) et 4) de persécutions (en violation de l'article 7-1-h du Statut), commis sur le territoire de Côte-d'Ivoire entre le 16 décembre 2010 et le 12 avril 2011 »¹².

- 7 Le mandat d'arrêt était notifié à la Côte-d'Ivoire le 19 mars 2012 aux fins d'exécution. Le 22 novembre, la Cour, procédait à la publication de ce mandat d'arrêt, suivant, en cela, la décision de la Chambre préliminaire III qui avait ordonné, à la même date, la levée des scellés dudit mandat. Toute cette précipitation de la Cour suscitait l'embarras chez les autorités ivoiriennes. Car après les transfèrements de M. Gbagbo Laurent et de M. Charles Blé Goudé, la Côte-d'Ivoire pouvait-elle, aussi facilement, faire droit à la demande de la Cour en transférant Mme Gbagbo ? Confrontée à cette question, dont la réponse n'était pas simple eu égard aux impératifs de la réconciliation nationale, Abidjan, après un an et demi de réflexion, décidait de contester la recevabilité de l'affaire *Le Procureur c. Simone Mme Gbagbo*. Ainsi, au sortir du Conseil des ministres extraordinaire du 20 septembre 2013, M. Bruno Koné, porte-parole du Gouvernement, indiquait dans un communiqué :

« Sur la demande de transfèrement de Mme Simone Gbagbo à La Haye, formulée par la Cour Pénale Internationale, le Conseil a décidé de présenter une requête en irrecevabilité et de surseoir à exécuter le mandat d'arrêt émis par la CPI le 29 février 2012. Cette décision du Conseil vise à faire juger Mme Gbagbo en Côte-d'Ivoire par les juridictions ivoiriennes, qui sont aujourd'hui réhabilitées et à même de lui faire un procès juste et équitable garantissant les droits de la défense ».

- 8 Par conséquent, se prévalant des articles 17-1-a¹³ et 19-2-b¹⁴ du Statut de Rome, au motif que des poursuites sont déjà engagées en Côte-d'Ivoire contre Mme Gbagbo, les autorités ivoiriennes ont saisi la Cour d'une exception d'irrecevabilité en date du 30 septembre 2013¹⁵. Le 11 décembre 2014, la Chambre préliminaire I rejetait cette exception en ces termes :

« [...] La Chambre conclut que la Côte-d'Ivoire n'a pas démontré que l'affaire concernant Simone Gbagbo [...] fait actuellement l'objet de procédures nationales au sens de l'article 17-1-a du Statut. Par conséquent, la chambre juge [l'] affaire recevable devant la Cour »¹⁶.

- 9 Conséquemment, elle rappelait à la Côte-d'Ivoire l'obligation qui lui incombe de « procéder sans tarder à la remise »¹⁷ de Mme Gbagbo à la Cour. Toutefois, la Côte-d'Ivoire, par la voix de ses conseils, M^{es} Jean-Pierre Mignard et Jean-Paul Benoît, faisait appel de la décision de la Chambre préliminaire. En appel, dans son arrêt *res judicata* en date du 27 mai 2015¹⁸, la Chambre d'appel va retoquer la position ivoirienne en confirmant, par ce biais, la décision de la Chambre préliminaire I. Désormais, la Côte-d'Ivoire n'a plus le choix. Elle doit respecter son obligation de transférer Mme Gbagbo à la CPI. Pourtant, depuis le rendu de la décision en appel, Mme Gbagbo est toujours en résidence surveillée en Côte-d'Ivoire. Au vu de l'inaction des autorités ivoiriennes, il est permis d'écrire qu'elles ne sont pas disposées, pour l'heure, à transférer Mme Gbagbo. Dans cette logique, le Président ivoirien, M. Alassane Ouattara, déclarait dans une interview en date du 25 juin 2015 :

« Ce que je veux qu'on comprenne bien ; il n'est point question pour moi de remettre en cause notre coopération avec la Cour pénale internationale. Si Laurent Gbagbo et Blé Goudé se trouvent à La Haye, c'est tout simplement parce que notre justice n'était pas en mesure de les juger à cette époque-là. Mais aujourd'hui, nous pouvons juger Simone Gbagbo en Côte-d'Ivoire. Nous avons emménagé notre code pénal. Il n'y avait pas des notions de crimes de guerre et de crime contre l'humanité. Maintenant, c'est chose faite¹⁹ [...] ».

- 10 Cette déclaration est caractéristique d'un refus des autorités ivoiriennes de se conformer aux positions des juges de la Cour. Une telle réaction emporte diverses remarques. En premier lieu, il est possible d'écrire qu'en l'affaire *Le Procureur c. Simone Gbagbo*, les différentes décisions des Chambres préliminaires III et I semblent *a priori* bien-fondées en droit, car fondées sur le principe de complémentarité (1°). Toutefois, la politique jurisprudentielle de la Cour relativement à l'application du principe de complémentarité n'est pas exempte de critiques. Ainsi, elle appelle quelques observations (2°).

1°/- Affaire *Le Procureur c. Simone Gbagbo* : Deux décisions d'irrecevabilité de l'exception préliminaire ivoirienne...

- 11 La Cour était fortement demandée par le Président ivoirien qui, dans un courrier, en date du 3 mai 2011, adressé au Procureur, s'exprimait en ces mots :
- « [...] La justice ivoirienne n'est, à ce jour, pas la mieux placée pour connaître des crimes les plus graves commis au cours des derniers mois et toute tentative d'en traduire en justice les plus hauts responsables risquerait de se heurter à des difficultés de tous ordres »²⁰.
- 12 Au vu de cette affirmation, il semble logique d'écrire qu'à la date d'émission de ce courrier, la Côte-d'Ivoire s'était prévalu du principe de complémentarité au bénéfice de la Cour. C'est fort de ce fondement juridique que les autorités ivoiriennes ont transféré à la Cour M. Laurent Gbagbo, le 29 novembre 2011, et M. Charles Blé Goudé le 21 mars 2014. Paradoxalement, en l'affaire *Le Procureur c. Simone Gbagbo*, Abidjan fait désormais valoir sa compétence de juge naturel de Mme Simone Gbagbo. Certes, *prima facie*, la Côte-d'Ivoire semble être dans son droit, car comme le précise le Préambule du Statut de Rome : « [...] il est du devoir de chaque État de soumettre à sa juridiction criminelle les responsables des crimes internationaux ». Ainsi, le juge de droit commun des crimes internationaux est bien le juge interne. A l'appui de cette idée, il suffit de mobiliser l'opinion de la Chambre d'appel qui, en l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*, fait cette précision :
- « [...] Le principe de complémentarité assure un équilibre entre, d'une part, la primauté des poursuites engagées par les autorités nationales par rapport à la Cour pénale internationale et, d'autre part, l'objectif du Statut de Rome de "mettre un terme "à l'impunité" »²¹.
- 13 Toutefois, en l'espèce, l'analyse des dates pertinentes relatives au transfèrement de M. Blé Goudé, le 21 mars 2014, et à la saisine de la Cour aux fins d'introduction d'une exception d'irrecevabilité en l'affaire Mme Gbagbo, le 30 septembre 2013, traduit une certaine inconséquence chez la partie ivoirienne. En effet, était-il logique de plaider la capacité de la Côte-d'Ivoire à juger Mme Gbagbo quand, dans ce même temps, Abidjan transférait M. Charles Blé Goudé ? Cette incongruité suscite une double interrogation. *Primo*, l'exception d'irrecevabilité de la Côte-d'Ivoire était-elle vraiment sincère au point qu'elle ait eu des chances de prospérer devant la Cour (A) ? Car pour reprendre une expression de la Chambre de Première Instance II, exprimée au sujet d'une autre affaire, la Côte-d'Ivoire voulait-elle vraiment exercer sa compétence de bonne foi²² en souhaitant juger Mme Gbagbo ? *Secundo*, la Cour pouvait-elle rendre une décision autre que celle qu'elle a rendue (B) ?

A - L'exception d'irrecevabilité de la Côte-d'Ivoire avait-elle les chances de prospérer ?

- 14 Après la crise post-électorale de 2010-2011, objectivement, la Côte-d'Ivoire était un État failli. L'administration judiciaire était complètement inexistante. Également, le cadre juridique répressif était fortement défaillant. Au vu de ce grand état de délabrement institutionnel, la reconstruction était difficile. Ainsi, jusqu'en 2013, certains acteurs importants de la société civile n'hésitaient pas à écrire que « le pays est à reconstruire tant au niveau de ses institutions, que de son économie et de sa cohésion, parce que morcelé par 15 ans de combats politiques [...] »²³. En dépit de cette observation, la Côte-d'Ivoire va entreprendre une série d'actes en vue de punir les présumés responsables des graves crimes commis pendant la période post-électorale. Ainsi, en juin 2011, un arrêté ministériel va créer une Cellule spéciale d'enquête et d'instruction (ci-après, Cellule). Comme son nom l'indique, placée sous la direction du Ministère de la justice, cette Cellule est un organe de recherche et d'établissement des faits criminels et délictueux perpétrés « au lendemain de la proclamation des résultats du second tour du scrutin présidentiel du 28 novembre 2010 ». Parallèlement aux travaux de la Cellule, en application de l'article 78.1 du Code de procédure pénale ivoirien, un juge d'instruction était saisi d'un réquisitoire introductif d'instance. Sur ce fondement, le 6 février 2012, des informations judiciaires étaient ouvertes, contre Mme Gbagbo, pour chefs de crimes commis contre les personnes (atteintes graves à l'intégrité physique), crimes contre la sûreté de l'État et crimes économiques. Après plusieurs actes de procédure, le 9 mars 2015, la Cour d'assises d'Abidjan condamnait Mme Gbagbo à 20 ans de prison ferme pour atteinte à la sûreté de l'État. Selon plusieurs observateurs, ce verdict était le fruit d'un procès non équitable et mal conduit²⁴. Curieusement, le même jour, l'Assemblée nationale procédait à l'adoption de la nouvelle loi n° 2015-134, portant inscription dans le code pénal, en ses articles 137 à 140, d'une nouvelle catégorie de crimes : « Les infractions contre le droit des gens ». Ces nouvelles infractions comprennent les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre. Au vu de l'introduction explicite de ces crimes internationaux, le Procureur général de la Cour d'appel d'Abidjan, accusant Mme Gbagbo de crimes contre l'humanité, saisissait la Chambre d'accusation. Cette dernière, après examen des éléments de preuve de l'accusation, renvoyait, le 27 janvier 2016, l'affaire en jugement devant la Cour d'assises d'Abidjan. Contestant ce renvoi, Mme Gbagbo se pourvoyait en cassation. Paradoxalement, la Cour suprême rejetait, dans une décision *res judicata* en date du 22 avril 2016, ce pourvoi de Mme Gbagbo pour vice de procédure. Partant, la Haute juridiction confirmait qu'il y aura, dans un proche avenir, un procès Mme Gbagbo pour crimes contre l'humanité devant la Cour d'assises d'Abidjan.
- 15 Au regard de ces différents actes de procédure, dont la lenteur paraît justifiée par la complexité de l'affaire, il semble logique d'estimer que la Côte-d'Ivoire, avant de se prévaloir du principe de complémentarité devant la Cour, avait entamé, dès le 6 février 2012, des démarches afin de juger Mme Gbagbo. Cela signifie qu'*a priori*, l'exception d'irrecevabilité paraissait être invoquée à bon droit jusqu'au 30 septembre 2013. Toutefois, le transfèrement de M. Charles Blé Goudé, le 21 mars 2014, semble avoir introduit une certaine inconséquence dans les actions de la Côte-d'Ivoire vis-à-vis de la Cour. Par voie de conséquence, cette dernière semble s'être mise à douter de la sincérité des autorités ivoiriennes à vouloir juger Mme Gbagbo. Ce doute a conduit les juges à rejeter les arguments d'irrecevabilité d'Abidjan. Pouvait-il en être autrement ?

B - La Cour pouvait-elle rendre une décision autre que celle qu'elle a rendue ?

- 16 L'article 17.1.a du Statut de Rome régit principalement le principe de complémentarité. Cet article, il faut le rappeler, dispose explicitement :

« 1. Eu égard au dixième alinéa du préambule et à l'article premier, une affaire est jugée irrecevable par la Cour lorsque : a) L'affaire fait l'objet d'une enquête ou de poursuites de la part d'un État ayant compétence en l'espèce, à moins que cet État n'ait pas la volonté ou soit dans l'incapacité de mener véritablement à bien l'enquête ou les poursuites ; [...] ».

- 17 Dans son opinion du 17 janvier 2006, relative à la Décision sur les demandes de participation des victimes en lien avec la situation en République Démocratique du Congo, la Cour définit une affaire comme un ensemble « d'incidents spécifiques au cours desquels un ou plusieurs crimes de la compétence de la Cour semblent avoir été commis par un ou plusieurs suspects identifiés [...] »²⁵. Au vu de cette opinion, si une affaire est réputée existée et établie, en application de l'article 17.1.a du Statut, pour que les juges la déclarent irrecevable, l'État « doit présenter à la Cour des éléments suffisamment précis et probants démontrant qu'il mène effectivement une enquête sur l'affaire. Il ne suffit pas d'affirmer que des enquêtes sont en cours »²⁶. Ainsi, à la lumière de cette disposition, la charge de la preuve incombe à l'État requérant. Dans cette logique, profitant de l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, la Cour précisait qu'à l'appui d'une requête en irrecevabilité, l'État doit démontrer que les procédures nationales « englobe[nt] tant la personne que le comportement qui font l'objet de l'affaire portée devant la Cour »²⁷. A travers cette précision, la Cour consacrait le premier critère d'irrecevabilité : « même personne/même comportement ». En sus de ce critère, dans sa volonté de durcir les conditions d'irrecevabilité des affaires dont elle veut connaître, la Cour allait formaliser un second critère d'irrecevabilité. Ainsi, lors de l'examen de la requête de la Libye relative à l'irrecevabilité de l'affaire *Le Procureur c. Saif Al-Islam Gaddafi et Abdullah Al-Senussi*, la Chambre de Première Instance I s'exprimait en ces termes :

« The Chamber notes that the Statute does not set out a standard of proof for the purposes of a determination on the admissibility of a case. Different standards of proof are explicitly set out in the Statute for distinct stages of the proceedings from the instance of a warrant to arrest, to the confirmation of charges and the final trial judgment. Those standards of proof, however, do not apply to the admissibility determination, which deals inter alia with the question as to whether domestic authorities are taking concrete and progressive steps to investigate or prosecute²⁸ the same case that is before the Court »²⁹.

- 18 Ce passage de la décision met en relief le second critère d'irrecevabilité qui exige, au niveau national, l'existence de « mesures d'enquête tangibles, concrètes et progressives ». Aux fins de précision, la Chambre d'appel précise que « les mesures d'enquête prises par les autorités nationales peuvent notamment comprendre l'audition de témoins ou de suspects, le recueil de preuves documentaires ou des analyses médico-légales »³⁰. Faisant preuve de pédagogie, afin de mieux expliciter cet autre verrou qu'elle venait de créer, la Cour, en l'affaire *Le Procureur c. William Samoei Ruto, Henry Kiprono Kosgey et Joshua Arap Sang*, indiquait en ces termes : « [...] Pour s'acquitter de la charge de la preuve, l'État doit présenter à la Cour des éléments d'un degré de précision et d'une valeur probante suffisants, montrant qu'il mène effectivement une enquête sur l'affaire ».

- 19 Somme toute, on remarque que ces critères ont été conçus et appliqués de façon restrictive par la Cour dans sa jurisprudence constante. Appréhendés avec une telle vision restrictive, ils conduisaient forcément au rejet de l'exception d'irrecevabilité soulevée par la Côte-d'Ivoire. Ainsi, écartant les arguments de la Côte-d'Ivoire, la Chambre Préliminaire I va exposer sa position de rejet dans un long *dictum* :

« [...] La Chambre n'est pas convaincue que les autorités nationales ivoiriennes prennent actuellement des mesures d'enquête tangibles, concrètes et progressives concernant la responsabilité pénale de Simone Gbagbo dans les crimes allégués dans le cadre de la procédure portée devant la Cour, ni qu'elles exercent des poursuites à son encontre à raison de ces crimes »³¹.

- 20 Au vu de cette affirmation de la Chambre Préliminaire I, cette décision de rejet n'était pas vraiment une surprise. Certes, la Côte-d'Ivoire a entamé des actes de poursuite. Toutefois, la Cour a estimé, avec sa vision restrictive, que ces actes étaient « rares et disparates »³². Au surplus, au-delà de ces actes « rares et disparates », de nombreux Ivoiriens avaient l'impression que l'engagement des poursuites obéissait à un agenda politique. Partant, la sincérité de la requête d'Abidjan était suspectée par la Cour. Par ailleurs, la Cour craignait peut-être que, pour de objectifs de réconciliation nationale, le Président ivoirien accorde l'amnistie ou la grâce présidentielle à Mme Gbagbo. Ainsi, pour toutes ces raisons judiciaires voire non judiciaires, il est permis de penser que les juges de la Cour ont préféré jouer la carte de la prudence. Ce faisant, ils ont rejeté l'exception d'irrecevabilité soulevée par la partie ivoirienne. Est-ce à dire pour autant que cette décision d'irrecevabilité de la Cour est exempte de toutes critiques ?

2°/- ...Qui interrogent sur l'interprétation du principe de complémentarité

- 21 Inspiré par Hérodote, Raymond Aron aimait à dire : « Personne n'est assez insensé pour préférer la guerre à la paix [...] ». Après le conflit armé de 2010-2011, les Ivoiriens commençaient à méditer cette pensée. Conscients des drames humanitaires qu'ils ont vécus pendant ce conflit, ils décidaient de faire la paix. Par conséquent, ils entreprenaient la reconstruction de leur pays. C'est dans ce contexte général que la Côte-d'Ivoire saisissait la Cour d'une exception d'irrecevabilité le 30 septembre 2013. Une telle exception n'était pas un cas isolé. Car, en la matière, la Libye avait notamment déjà devancé la Côte-d'Ivoire en soumettant à la Cour deux exceptions d'irrecevabilité pour les affaires *Le Procureur c. Saïf Al-Islam Gaddafi* et *Le Procureur c. Abdullah Al-Senussi*. Sur ces deux affaires, la Cour va rendre deux opinions différentes. En effet, tandis qu'elle jugeait recevable le cas de M. Saïf Al-Islam Gaddafi, celui de M. Abdullah Al-Senussi était, au contraire, jugé irrecevable. A la lumière de ces deux affaires libyennes, le cas de Simone Gbagbo nous permet de soulever certaines questions. En premier lieu, au regard de leur application restrictive, les critères d'irrecevabilité des exceptions préliminaires de la Cour ne risquent-ils pas de dépouiller les États de leur droit souverain et premier de punir leurs propres criminels (A) ? En second lieu, quelles observations peut-on exposer en vue de parvenir à une bonne application du principe de complémentarité tout en respectant le droit de punir de l'État (B) ?

A - Les critères d'irrecevabilité adoptés par la Cour ne risquent-ils pas de dépouiller les États de leur droit souverain et premier de punir leurs propres criminels ?

- 22 Le premier critère d'irrecevabilité mis en exergue par la Cour, « même personne/même comportement », semble soulever certaines interrogations quant au respect du droit de punir de l'État³³. Au regard du Statut de Rome et de son droit de punir, un État partie est autorisé voire contraint à poursuivre les crimes internationaux. Fort de cette obligation et de ce droit, au vu des circonstances factuelles, les autorités judiciaires nationales sont libres de choisir les principaux faits criminels qui peuvent se rattacher à une catégorie infractionnelle précise du droit international pénal : crimes de guerre, crimes contre l'humanité et crimes de génocide. Il est possible de penser que ce qui importe ne sont pas les faits spécifiques qu'on appelle les « crimes sous-jacents ». Dans cette optique, on pourrait donc estimer que le plus important est que l'État poursuive en retenant la même catégorie infractionnelle que celle retenue par la Cour. Ainsi, par exemple, pour une personne identifiée, à l'instar de la Cour, un État peut poursuivre un individu pour des crimes contre l'humanité. Toutefois, il peut ne pas retenir les mêmes faits criminels spécifiques, que la Cour a retenus, au soutien de son incrimination principale que sont les crimes contre l'humanité. En dépit de cette différence au niveau des crimes sous-jacents, on ne peut raisonnablement conclure que l'affaire ne fait pas l'objet d'enquête ou de poursuites de la part de l'État. Pourtant, tel qu'appréhendée par la Cour, l'application du critère « même personne/même comportement » conduirait à conclure illogiquement que l'État ne mène pas de poursuites. Par conséquent, une requête en exception d'irrecevabilité soulevée par cet État concerné serait rejetée. Du coup, le principe de complémentarité serait mal appliqué. Au soutien de notre position, il est possible de citer l'opinion critique du Professeur Sarah Nouwen, et reprise par les conseils de M. Germain Katanga en l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* :

« [...] Les chambres [de la Cour] ont choisi ou semblent avoir choisi de dire que les procédures nationales ne portaient pas sur la même "affaire" que celle proposée par le Bureau du Procureur, plutôt que de reconnaître que les autorités nationales compétentes avaient engagé des procédures et de se demander si ces autorités avaient la volonté ou la capacité de conduire véritablement ces procédures. Le choix d'éviter ainsi ces questions délicates du point de vue politique a abouti à une définition stricte de ce qu'est une "affaire", définition susceptible de saper totalement la complémentarité. Cela paraît plus évident si la définition inclut l'exigence mentionnée par le Procureur dans l'affaire *Kushayb*, à savoir que, pour qu'il s'agisse de la même affaire, la procédure nationale doit porter non seulement sur le même "comportement" et la même "personne", mais également sur les mêmes "faits". En conséquence, les procureurs nationaux souhaitant éviter l'intervention de la CPI tendront forcément à sélectionner la personne, le comportement et les faits que la CPI mettrait en cause. Quant au Procureur de la CPI, il est dans la pratique totalement libre de décider quelle personne, quel comportement et quels faits il entend mettre en cause. [...] Tandis que le Procureur de la CPI est totalement libre de décider quelle personne, quel comportement et quels faits il entend mettre en cause, les procureurs nationaux qui souhaitent éviter l'intervention de la CPI tendront forcément à sélectionner la personne, le comportement et les événements que la CPI mettrait en cause. Quand bien même les poursuites engagées par les autorités nationales viseraient des personnes portant une plus lourde responsabilité, des crimes différents voire plus graves et

des faits différents, l'affaire présentée par le Bureau du Procureur serait tout de même recevable [...] »³⁴.

- 23 Au regard de cette affirmation de Mme Nouwen, il ne semble pas illogique d'écrire qu'à la longue, l'application stricte et restrictive du critère « même personne/même comportement » risque de dépouiller les États de leur droit souverain et premier de punir leurs propres criminels. Finalement, cette vision pessimiste conduit à s'interroger sur comment doit être appliqué le principe de complémentarité en vue de respecter le droit souverain des États à punir leurs propres criminels.

B - Quelles observations pour une bonne application du principe de complémentarité en respectant le droit de punir de l'État ?

- 24 Le principe de complémentarité est la pierre angulaire du fonctionnement de la justice internationale. Il vise à la fois à respecter la souveraineté des États et les intérêts de justice des victimes. Il faut donc maintenir cet équilibre qui est au fondement du principe de complémentarité. Pour y parvenir, la Cour devrait interpréter moins restrictivement ses critères de recevabilité. Ce qui veut dire qu'elle doit faire davantage confiance aux États. Par conséquent, en plus d'interpréter de façon moins restrictive le critère « même personne/même comportement », elle doit accorder plus de temps aux autorités judiciaires nationales afin qu'elles mènent les enquêtes à leur rythme. En effet, il est bien connu que l'instruction des crimes internationaux est complexe. Partant, on ne peut donc pas exiger objectivement d'un État qu'il instruisse forcément en deux ou trois ans au risque de le priver de son droit souverain de punir. Évidemment, il ne faut point être naïf. Certains États pourraient être de mauvaise foi. Toutefois, nous estimons que la mauvaise foi ne pourrait être présumée. Pourtant, en posant des critères aussi stricts et absolus de recevabilité, la Cour donne l'impression que les États ne sont pas dignes de confiance. Ce type de posture jurisprudentielle risque de créer une méfiance voire une défiance à l'égard de la justice internationale pénale. A l'appui de cette opinion, il convient de mobiliser l'avis concordant du Professeur Linda Carter, qui s'exprime en ces termes : « Il y a risque que la CPI perde sa crédibilité si les États estiment que les décisions contre eux sur la recevabilité sont incorrectes »³⁵. D'ailleurs, de tels sentiments existent déjà au sein de l'Union Africaine. Fort de cette réalité, le Bureau du Procureur a théorisé le concept de complémentarité positive³⁶. En 2010, le Procureur de la Cour définissait ce concept en ces termes :

« [...] La complémentarité positive signifie que le Bureau du Procureur encourage de véritables procédures nationales lorsque cela est possible, y compris dans les [...] pays où le Procureur mène des enquêtes préliminaires. Cela peut se faire en se fondant sur [...] différents réseaux de coopération, [en vue d'aboutir à un] renforcement des capacités, [y compris en fournissant une] assistance financière ou technique »³⁷.

- 25 Ce concept traduit une nouvelle gouvernance coopérative entre la Cour, les organisations internationales et la société civile au profit des États afin de les doter des capacités structurelles à juger les crimes internationaux. Ce faisant, il contribue à aider les États à juger leurs propres criminels. Espérons que cette complémentarité positive aboutisse à des résultats positifs. Cela participerait à apaiser les relations entre la Cour et les États qui auront à introduire à l'avenir des exceptions en irrecevabilité.

*

* *

- 26 La Côte-d'Ivoire ne voulait sûrement pas être le premier État à transférer une femme à la Cour. En Afrique, une telle action aurait été très mal perçue. Sans exagération, un transfèrement de Mme Gbagbo aurait pu contribuer à isoler Abidjan de la scène diplomatique africaine. Par ailleurs, cela aurait fragilisé la réconciliation nationale, car les partisans de l'ancien couple présidentiel Gbagbo, qui représentent 40 % de l'électorat ivoirien, ne l'auraient pas apprécié. Au fond, ces raisons inavouées semblent expliquer les réticences des autorités ivoiriennes à remettre Mme Gbagbo à la Cour. Au surplus, tout bien considéré, il y a lieu de penser que les arguments juridiques de la Côte-d'Ivoire, invoqués au soutien de son exception d'irrecevabilité, ont été rejetés par la Cour, car au fond cette dernière doutait de la sincérité des autorités ivoiriennes à poursuivre et à juger Mme Gbagbo. Pourtant, la récente décision du 22 avril de la Cour Suprême de la Côte-d'Ivoire confirme bien que l'ancienne Première dame ivoirienne sera jugée pour chefs de crimes contre l'humanité. En dépit des risques d'avoir un procès non équitable, elle sera donc devant les juges internes pour répondre de crimes internationaux. Du reste, il convient de préciser que Mme Gbagbo préfère être jugée en Côte-d'Ivoire que par la CPI³⁸.
- 27 Finalement, le rejet de son exception d'irrecevabilité place la Côte-d'Ivoire dans une mauvaise posture. Car, en dépit du jugement prochain programmé de Mme Simone Gbagbo à Abidjan³⁹, elle doit respecter la décision de la Cour. Lui sera-t-il toujours possible de se prévaloir de l'article 17-1-a du Statut de Rome pour continuer à ignorer son obligation internationale de transférer la Dame de fer ivoirienne ? Au point de vue du droit, rien n'est moins sûr.
- 28 Si ces quelques considérations se veulent résolument tournées vers l'avenir, un regard rétrospectif aurait pu souligner au crédit de l'institution les nombreuses réussites liées à l'affirmation institutionnelle, aux propositions de réforme satisfaites, au développement de l'expertise juridique, aux actions de sensibilisation et, peut-être avant tout, à la faculté de tisser un réseau partenarial en expansion constante tout en s'érigeant en « institution interface », située au cœur des interactions entre les différents acteurs de la protection des droits et libertés⁴⁰. Il n'est pas ici question d'omettre ces succès indéniables, ni d'imputer au Défenseur des droits les défections de certains de ses interlocuteurs. Simplement, un contexte national caractérisé par une régression des droits fondamentaux tend – presque inévitablement – à renforcer les attentes à l'égard de cette autorité constitutionnelle indépendante⁴¹, malgré ses mérites mais comme un gage de confiance.

*

Les Lettres « Actualités Droits-Libertés » (ADL) du CREDOF (pour s'y abonner et se désabonner) sont accessibles sur le site de la Revue des Droits de l'Homme (RevDH) – Contact

NOTES

1. . HUGON P., « La Côte-d'Ivoire : plusieurs lectures pour une crise annoncée », *Afrique contemporaine*, 2003/2, n° 206, p. 105, pp. 105-127.
2. . Cet article dispose : « Le Domaine Foncier Rural [...] constitue un patrimoine national auquel toute personne physique ou morale peut accéder. Toutefois, seuls l'État, les collectivités publiques et les personnes physiques ivoiriennes sont admis en être propriétaires ».
3. . Cet article indique : « Les droits de propriété de terres du Domaine Foncier Rural acquis antérieurement à la présente loi par des personnes physiques ou morales ne remplissant pas les conditions d'accès à la propriété fixées par l'article 1 ci-dessus sont maintenus. Les propriétaires concernés par la présente dérogation figurent sur une liste établie par décret pris en Conseil des Ministres ».
4. . *Politique Africaine*, « Immigration en Côte-d'Ivoire : le seuil du tolérable est largement dépassé-Extraits du Rapports du Conseil Économique et Social », 2000/2, n° 78, p. 71, pp. 70-74.
5. . En effet, l'article 12.3 du Statut de la Cour dispose de façon explicite : « Si l'acceptation de la compétence de la Cour par un État qui n'est pas Partie au présent Statut est nécessaire aux fins du paragraphe 2, cet État peut, par déclaration déposée auprès du Greffier, consentir à ce que la Cour exerce sa compétence à l'égard du crime dont il s'agit. L'État ayant accepté la compétence de la Cour coopère avec celle-ci sans retard et sans exception conformément au chapitre IX ».
6. . CIJ, *Affaire du différend territorial (Jamahiriya Arabe Lybienne c. Tchad)*, Arrêt, 3 février 1994, §.41.
7. . HAUPAIS N., « Commentaire de l'article 12 », in FERNANDEZ J., PACREAU X., dir., *Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Commentaire article par article*, tome I, Paris, Pedone, 2012, p. 588, pp. 581-606.
8. . Doc. NR0039, 14 décembre 2010.
9. . CPI, *Situation en République de Côte-d'Ivoire, Rectificatif à la Décision relative à l'autorisation d'ouverture d'une enquête dans le cadre de la situation en République de Côte- d'Ivoire rendue en application de l'article 15 du Statut de Rome*, 15 novembre 2011, n° ICC-02/11, §.183, 185.
10. . CPI, *Le Procureur c. Simone Gbagbo*. Mandat d'arrêt à l'encontre de Simone Gbagbo, 29 février 2012, n° ICC-02/11-01/12, §.7.
11. . Cet article dispose : « 1. À tout moment après l'ouverture d'une enquête, la Chambre préliminaire délivre, sur requête du Procureur, un mandat d'arrêt contre une personne si, après examen de la requête et des éléments de preuve ou autres renseignements fournis par le Procureur, elle est convaincue a) Qu'il y a des motifs raisonnables de croire que cette personne a commis un crime relevant de la compétence de la Cour ; et
b) Que l'arrestation de cette personne apparaît nécessaire pour garantir : i) Que la personne comparaitra ;[...] ».
12. . CPI, *Le Procureur c. Simone Gbagbo*, Décision relative à la demande de délivrance d'un mandat d'arrêt à l'encontre de Simone Gbagbo déposée par le Procureur en vertu de l'article 58, 2 mars 2012, n° ICC-02/11-01/12, p.24.
13. . Cet article indique : « 1. Eu égard au dixième alinéa du préambule et à l'article premier, une affaire est jugée irrecevable par la Cour lorsque : a) L'affaire fait l'objet d'une enquête ou de poursuites de la part d'un État ayant compétence en l'espèce, à moins que cet État n'ait pas la volonté ou soit dans l'incapacité de mener véritablement à bien l'enquête ou les poursuites ; [...] ».

14. . Cet article dispose : « [...]2. Peuvent contester la recevabilité de l'affaire pour les motifs indiqués à l'article 17 ou contester la compétence de la Cour [...]b) L'État qui est compétent à l'égard du crime considéré du fait qu'il mène ou a mené une enquête, ou qu'il exerce ou a exercé des poursuites en l'espèce[...] ».
15. . CPI, *Le Procureur c. Simone Gbagbo*, Requête de la Côte-d'Ivoire sur la recevabilité de l'affaire Le Procureur c. Simone Gbagbo, et demande de sursis à exécution en vertu des articles 17, 19 et 95 du Statut de Rome, 30 septembre 1993, n° ICC-02/11-01/12. 23p.
16. . CPI, *Le Procureur c. Simone Gbagbo*. Décision relative à l'exception d'irrecevabilité soulevée par la Côte- d'Ivoire s'agissant de l'affaire concernant Simone Gbagbo, 11 décembre 2014, n ° ICC-02/11-01/12, §.79.
17. . CPI, *Le Procureur c. Simone Gbagbo*, idem, §.80.
18. . CPI, *Le Procureur c. Simone Gbagbo*, Arrêt relatif à l'appel interjeté par la Côte-d'Ivoire contre la décision de la Chambre préliminaire I du 11 décembre 2014 intitulée « Décision relative à l'exception d'irrecevabilité soulevée par la Côte-d'Ivoire s'agissant de l'affaire Gbagbo », 27 mai 2015, n° ICC-02/11-01/12 OA.
19. . Nous soulignons.
20. . A ce stade, il importe de préciser que la Côte-d'Ivoire a finalement ratifié le Statut de Rome le 15 février 2013.
21. . CPI, *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*, Arrêt relatif à l'appel interjeté par Germain Katanga contre la décision rendue oralement par la Chambre de première instance II le 12 juin 2009 concernant la recevabilité de l'affaire, 25 septembre 2009, n° ICC-01/04-01 /07 OA 8, §.85.
22. . CPI, *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*. Motifs de la décision orale relative à l'exception d'irrecevabilité de l'affaire (article 19 du Statut), 16 juin 2009, n ° ICC-01/04-01/07, §.78. Nous soulignons.
23. . Rapport conjoint de la Fédération internationale des droits de l'homme (FODH), du Mouvement ivoirien des droits humains(MIDH) et de la Ligue ivoirienne des droits de l'homme (LIDHO), Côte-d'Ivoire : « La lutte contre l'impunité à la croisée des chemins », Paris, FIDH, 2013, p. 6, 29p.
24. . Au cours de son interview du 29 juin 2015, réagissant face aux critiques qui estimaient que ce procès avait été un mauvais procès, car l'instruction était mal menée et les preuves faibles, le Président ivoirien Alassane Ouattara admettait implicitement la pertinence de ces critiques en estimant que la justice ivoirienne avait des progrès à faire.
25. . CPI, *Décision sur les demandes de participation à la procédure de VPRS 1, VPRS 2, VPRS 3, VPRS 4, VPRS 5 et VPRS 6*, 17 janvier 2006, n° ICC-01/04, §.65.
26. . CPI, *Le Procureur c. William Samoei Ruto, Henry Kiprono Kosgey et Joshua Arap Sang*, Arrêt relatif à l'appel interjeté par la République du Kenya contre la Décision relative à l'exception d'irrecevabilité de l'affaire soulevée par le Gouvernement kényan en vertu de l'article 19-2-b du Statut rendue par la Chambre préliminaire II le 30 mai 2011, 30 août 2011, n° ICC-01/09-01/11 OA, §.2.
27. . CPI, *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, Décision relative à la décision de la Chambre préliminaire I du 10 février 2006 et à l'inclusion de documents dans le dossier de l'affaire concernant M. Thomas Lubanga Dyilo, 24 février 2006, n° ICC-01/04-01/06, §.37.
28. . Nous soulignons.
29. . CPI, *Le Procureur c. Saif Al-Islam Gaddafi et Abdullah Al-Senussi*, Decision on the admissibility of the case against Saif Al-Islam Gaddafi, 31 mai 2013, n° ICC-01/11-01/11, §.54.
30. . CPI, *Le Procureur c. Simone Gbagbo*, Arrêt relatif à l'appel interjeté par la Côte-d'Ivoire contre la décision de la Chambre préliminaire I du 11 décembre 2014 intitulée « Décision relative à l'exception d'irrecevabilité soulevée par la Côte-d'Ivoire s'agissant de l'affaire Gbagbo », 27 mai 2015, n° ICC-02/11-01/12 OA, §.28.

31. . CPI, *Le Procureur c. Simone Gbagbo*. Décision relative à l'exception d'irrecevabilité soulevée par la Côte- d'Ivoire s'agissant de l'affaire concernant Simone Gbagbo, 11 décembre 2014, n° ICC-02/11-01/12, §.36.
32. . CPI, *Le Procureur c. Simone Gbagbo*. Idem, §.65.
33. . Il faut comprendre Etat partie au Statut de Rome.
34. . NOUWEN S., « Fine-Tuning Complementarity », in BROWN B.S., dir., *Research Handbook on International Criminal Law*, Massachusetts, Edward Elgar Publishing, 2011, p. 211, pp. 206-231 ; CPI, *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*, Exception d'irrecevabilité de l'affaire, soulevée par la Défense de Germain Katanga en vertu de l'article 19-2-a du Statut, 11 mars 2009, n° ICC-01/04-01/07, §.42.
35. . CARTER E.L., « The Future of the International Criminal Court: Complementarity as a Strength or a Weakness », *Washington University Global Studies Law Review*, 2013, vol. 12, p. 457, pp. 451-473.
36. . CPI, *Report of the Bureau on Stocktaking: Complementarity. Taking Stock of the Principle of Complementarity: Bridging the Impunity gap*, 18 mars 2010, n° ICC-ASP/8/51.
37. . CPI, *Le Bureau du Procureur. Stratégies de poursuites 2009-2012*, 1^{er} février 2010, p. 5.
38. . Voy. CPI, *Le Procureur c. Simone Gbagbo*. Décision relative à l'exception d'irrecevabilité soulevée par la Côte-d'Ivoire s'agissant de l'affaire concernant Simone Gbagbo, 11 décembre 2014, n° ICC-02/11-01/12, §.22. Ce passage indique : « Enfin, sans s'opposer ni se rallier à l'Exception d'irrecevabilité, la Défense affirme que Simone Gbagbo souhaite "être jugée publiquement, en toute transparence, dans son système judiciaire national, en Côte- d'Ivoire" ».
39. . Selon un avocat de Mme Gbagbo, l'audience solennelle du procès de Simone Gbagbo a lieu le 9 mai 2016. Voy. <http://www.jeuneafrique.com/321680/societe/cote-divoire-laudience-solennelle-proces-de-simone-gbagbo-aura-lieu-9-mai/> (consultation en date du 5 mai 2016).
40. Voir notamment les annexes 1, 2, 6, 7 et 8 in Partie du rapport [en ligne] : « Les activités de promotion des droits et libertés ».
41. Art. 2 de la loi organique n° 2011-333 du 29 mars 2011 relative au Défenseur des droits.

RÉSUMÉS

Après la Lybie et le Kenya notamment, c'était au tour de la Côte-d'Ivoire de saisir la Cour pénale internationale (ci-après, la Cour) d'une exception d'irrecevabilité en l'affaire *Le Procureur c. Simone Gbagbo*. Cette exception a été rejetée par la Cour au motif principal que les critères matériels d'irrecevabilité n'étaient pas respectés par la partie ivoirienne. Partant, ce rejet permet d'analyser les relations entre la Côte-d'Ivoire et la Cour. Aussi, il permet d'examiner la pratique jurisprudentielle de la Cour en matière d'exceptions d'irrecevabilité.

AUTEUR

MAMADOU MEITÉ

Doctorant contractuel en droit public (CREDOF - Université Paris Ouest Nanterre La Défense et Institut des Amériques)